

LIBERTÉ

LES TÉLÉGRAMMES

France
Versailles, 4 février, midi.
On assure que la démission de M. Casimir Périé, paraîtra demain au Journal officiel. Le choix de son successeur n'est pas encore arrêté.

Angleterre
Londres, 4 février.
On croit que, sauf en ce qui concerne la question de l'Alabama, le message de la reine, demain, à l'ouverture du Parlement, ne contiendra rien de grande importance.

Allemagne
Berlin, 4 février.
D'après la Gazette de Bonn, les professeurs Hilgers, Kuntze, Rausch et Langen, auraient dû formellement refuser d'accepter le serment de l'indivisibilité, sous peine d'être solennellement frappés d'excommunication.

Italie
Rome, 4 février.
L'Italie confirmant les informations de l'Opinion, ajoute que la commission financière a approuvé l'émission de 200 millions, pourvu qu'il ne soit porté au budget que la somme nécessaire aux besoins du Trésor; la commission a accordé au gouvernement l'autorisation de rétroceder la garantie du produit de la vente des obligations ecclésiastiques actuellement déposées à la Banque. La commission a aussi approuvé l'augmentation des droits sur le pétrole, et a repoussé l'augmentation sur le café.

Roumanie
Constantinople, 4 février, 10 h. soir.
Les trois évêques bulgares qui avaient fait acte d'indépendance vis-à-vis du patriarcat, en officiant dans une église bulgare à l'occasion de la fête de l'Épiphanie, malgré l'opposition du patriarcat, ont été exilés par les ordres du gouvernement ottoman.

Grèce
Athènes, 3 février.
Le gouvernement a ordonné une enquête immédiate au sujet des exactions des Kookas. Une partie de la population exprime des sentiments de haine contre ces exactions.

Indes
Calcutta, 3 février.
Le gouvernement a ordonné une enquête immédiate au sujet des exactions des Kookas. Une partie de la population exprime des sentiments de haine contre ces exactions.

Espagne
Madrid, 4 février.
La Chambre des députés s'est ajournée jusqu'au 20 février, époque à laquelle les nouveaux projets de loi seront prêts pour la discussion.

Portugal
Lisbonne, 4 février.
La Banque anglo-portugaise, avec son groupe financier, a conclu une convention avec un groupe de banquiers italiens et étrangers pour la fondation d'une banque austro-italienne avec un capital de 50 millions. La souscription s'ouvrira prochainement à Vienne et en Italie.

(Agence Havas.)

PARIS, LUNDI 5 FÉVRIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

Le Journal officiel de ce matin publie une note conçue en ces termes : M. le ministre de l'intérieur a remis dès vendredi sa démission aux mains de M. le président de la République, qui l'a transmise

au conseil des ministres. M. Casimir Périé continuera de pourvoir à l'expédition des affaires jusqu'à ce que son successeur ait été désigné.

Nos prévisions sont donc pleinement justifiées. Nous ne reviendrons pas sur l'appréciation que nous a inspirée la détermination courageuse et nécessaire dans laquelle M. Casimir Périé est resté inébranlable. Nous n'ajoutons qu'un mot : nous souhaitons vivement qu'il ne soit pas besoin de débats ni de décrets pour assurer désormais, au sein du ministère, le respect de la tradition parlementaire que M. Casimir Périé vient de renouer. Mais, si, comme par le passé, ses anciens collègues continuaient à ne s'entendre que sur la conservation de leurs portefeuilles; s'ils continuaient à ne professer qu'un respect tout platonique pour la souveraineté de l'Assemblée nationale, nous n'hésiterions pas à inviter celle-ci à édicter une sanction précise et inéluctable des votes qu'elle pourra rendre, soit contre le cabinet tout entier, soit contre quelques-uns de ses membres.

Nous publions plus loin une circulaire adressée par M. le préfet de la Seine aux maires de Paris, au sujet de la souscription ouverte pour la libération du territoire. Tout en les invitant, au nom du gouvernement, à laisser à cette manifestation son caractère privé, M. le préfet autorise MM. les maires à donner leur concours, s'ils le réclament, pour assurer la comptabilité régulière des encaissements.

Nos lecteurs se souviennent, sans doute, que, dès le premier jour, nous avons appelé, sur ce point important et délicat des encaissements, toute l'attention des propagandistes de l'œuvre. Nous ne pouvons qu'applaudir à l'excellente idée de M. Léon Say et remercier d'avance les municipalités de Paris de l'assistance considérable qu'elles vont prêter aux comités.

Le mouvement d'organisation que nous signalions il y a deux jours se propage, d'ailleurs, et s'accroît de la façon la plus satisfaisante. A l'étranger même, on régleme la souscription, on centralise les offrandes, on fait tout au mieux pour ne rien perdre de ce magnifique élan qui s'est emparé de nos compatriotes et de nos amis. Dans les télégrammes de la journée, nos lecteurs trouveront une dépêche de Madrid qui raconte que « la Société française de bienfaisance et d'assistance mutuelle a tenu, le 31 janvier dernier, une réunion générale sous la présidence du marquis de Bouill, ambassadeur de France à Madrid. » Dans cette réunion, a été adoptée à l'unanimité la proposition de constituer un comité chargé de recueillir les souscriptions pour la libération du territoire français. Le comité va commencer immédiatement ses opérations avec le concours de l'ambassade française.

Et cependant ce temps, nos financiers sont à l'œuvre et recherchent la meilleure combinaison pour parfaire, jusqu'à concurrence de notre dette de guerre, les résultats de la souscription nationale. Toutes les intelligences françaises sont tendues à cette étude; tous les cœurs français sont ouverts à cet espoir. Il est impossible que nous ne soyons pas bien près de l'heure de la délivrance.

MM. André (de la Seine), Cordier, duc Decazes, Féray, Flotard, Fraissinet, Joubert, Mangini, de Montgolfier, députés à l'Assemblée nationale, membres de la sous-commission du budget, chargée d'examiner la question du remplacement des droits sur les matières premières par d'autres impôts, viennent d'adresser à toutes les chambres de commerce de France une circulaire par laquelle ils les invitent à envoyer, dans le plus bref délai à M. Fe-

ray, député à l'Assemblée nationale, leur adhésion et celle du plus grand nombre possible de négociants et industriels, de leurs villes respectives à la formule, suivante, déjà adoptée par de nombreuses chambres de commerce et réunions de négociants et industriels.

« Les soussignés, membres de la chambre... industriels et négociants de la ville... persistent à repousser absolument l'établissement d'un impôt sur les matières premières, qu'ils regardent comme devant amener la déchéance et la ruine de l'industrie française.

« Ils déclarent adhérer à la création d'un impôt sur le chiffre des affaires, établi par déclaration et avec contrôle de l'administration, en laissant avec confiance à l'Assemblée nationale le soin d'en fixer la quotité. »

Il est impossible que le gouvernement persiste à faire prévaloir ses idées contre une manifestation aussi imposante de l'opinion publique. Il est impossible, en tous cas, que l'Assemblée consente à partager l'accablante impopularité qu'une pareille conduite ne manquerait pas de lui attirer.

LES PRINCES D'ORLÉANS

Le 2 février, jour où l'Assemblée nationale crut devoir écarter par son vote la prise en considération de la proposition Duchâtel, concernant le retour du gouvernement à Paris, MM. le duc d'Aumale et le prince de Joinville chassaient dans les bois de Ferrières. La proposition Duchâtel était cependant à l'ordre du jour depuis plusieurs semaines. La veille, la Liberté et plusieurs autres journaux annonçaient que la discussion de cette proposition aurait lieu le lendemain; nous informions, en outre, le public de l'attitude que M. Casimir Périé croyait devoir prendre dans cette grave affaire.

Les princes n'en ont pas moins fait défaut. M. Bocher, leur fidèle confident, quoique présent, s'est abstenu; le groupe orléaniste, composé d'une soixantaine de députés, a voté comme un seul homme contre le retour de l'Assemblée à Paris.

Aujourd'hui les princes d'Orléans ont déclaré par la voie du Journal officiel que s'ils eussent été présents à la séance, ils auraient voté pour la prise en considération de la proposition Duchâtel.

Si les princes d'Orléans ont agi comme de simples citoyens, s'ils ont renoncé à toute prétention dynastique pour eux ou pour leur famille, rien de mieux; mais s'ils sont — comme on n'en saurait douter — à la tête d'une fraction parlementaire importante, leur abstention est un acte des plus déplorable de leur nouvelle carrière politique.

Le rejet de la proposition Duchâtel est surtout l'œuvre du parti orléaniste; il suffisait d'un déplacement de 20 voix pour faire triompher l'idée du retour de l'Assemblée à Paris, pour empêcher le gouvernement de se trouver du côté de la minorité, pour maintenir M. Casimir Périé à son poste; il suffisait enfin d'un mot des princes d'Orléans pour empêcher soixante députés dévoués à leur cause de voter contre le retour de la capitale à Paris, et ce mot n'a pas été dit; les princes sont partis pour la chasse comme aurait pu faire jadis M. de Talleyrand, diplomate dans l'embarras!

La déclaration tardive des princes d'Orléans n'a fait que mettre en relief le désarroi qui règne dans ce parti. Nous n'avons jamais considéré le duc d'Aumale et le prince de Joinville comme des prétendants individuels; ils paraissent à tous représenter le chef de la branche d'Orléans

et parler en son nom en vertu de cet axiome connu : la couronne appartient à notre famille, c'est l'ainé qui la porte.

En se séparant du parti orléaniste, en votant pour la prise en considération de la proposition Duchâtel, quand MM. Bathie, d'Audiffert-Pasquier et tutti quanti venaient contre, le duc d'Aumale et son frère le prince de Joinville ont pris à l'Assemblée une situation qui les rapproche bien plus de la gauche que du centre droit. Ils sont assurément libres de voter comme il leur plaît, mais il nous paraît difficile qu'il puisse les considérer désormais comme les véritables chefs du parti orléaniste, comme les mandataires du véritable prétendant : le comte de Paris.

Cette confusion générale, ce déplacement continu de la majorité, ces lignes éphémères qui se forment dans le sein de l'Assemblée, constituent un danger permanent et pour la stabilité du pouvoir et pour l'ordre de choses actuel.

Le parti orléaniste est le seul qui jusqu'à ce jour ait évité de se formuler; le comte de Paris se renferme dans un silence absolu, comme si 1830 datait d'hier, comme si la Marcellaise était encore comme alors un programme. Les princes de sa famille s'abstiennent de voter dans toutes les grandes questions. Ce silence, cette prudence excessive, l'attitude de ce parti ayant un pied dans le camp de droite, un pied dans le camp de gauche, commandant aux partisans de l'essai loyal de la République une excessive réserve.

Nous ne redoutons pour la France ni les menées bonapartistes, ni les déclarations du roi légitime, ni les théories démocratiques et sociales, ni la royauté bourgeoise et révolutionnaire; nous ne redoutons jamais que marche droit dans sa voie; mais nous craignons pour notre pays l'intrigue, la surprise et l'équivoque.

JULES DE PRÉCY.

On lit dans la partie non-officielle du Journal officiel :

LA DÉMISSION DE M. CASIMIR PÉRIÉ
M. le ministre de l'intérieur a remis dès vendredi sa démission aux mains de M. le Président de la République, qui l'a transmise au conseil des ministres.

M. Casimir Périé continuera de pourvoir à l'expédition des affaires jusqu'à ce que son successeur ait été désigné.

LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE

CIRCULAIRE DE M. LÉON SAY

Paris, le 31 janvier 1872.

Monsieur le maire,
Un grand mouvement d'opinion se produit en ce moment pour faciliter par des dons volontaires, l'œuvre difficile de la libération du territoire encore occupé par les troupes allemandes.

Le gouvernement applaudit au sentiment patriotique qui a inspiré cette noble entreprise; mais il pense que pour laisser à cette manifestation toute sa valeur, il convient de lui conserver un caractère privé.

Toutefois, monsieur le maire, vous pouvez donner votre concours, si l'est réclame, pour assurer la comptabilité régulière des encaissements. Vous pourriez, en conséquence, recevoir le dépôt des offrandes que les comités auraient recueillies; vous recevriez également les souscriptions que les habitants de l'arrondissement que vous administrez vous remettraient directement. Le produit de ces encaissements sera porté à un compte spécial intitulé : « Souscription patriotique pour la libération du territoire », pour être versé ensuite dans celle des caisses publiques qui vous sera indiquée.

Je vous prie, monsieur le maire, de vou-

loir bien me rendre compte, les 1^{er} et 16 de chaque mois, des résultats de la souscription en ce qui vous concerne, afin que je puisse les porter à la connaissance de M. le ministre de l'intérieur.

Recevez, monsieur le maire, l'assurance de ma considération très distinguée.
Le préfet de la Seine, membre de l'Assemblée nationale,
L. SAY.

LA CRISE DES TRANSPORTS

Projet de chemin de fer sans gare sur le port de Marseille

C'est aujourd'hui le Temps qui se trouve chargé de défendre les intérêts de la Compagnie de la Méditerranée dans la question de la crise des transports.

En dehors des considérations générales sur l'injustice de la presse à l'égard des chemins de fer, ce journal se livre à de vives attaques contre une société ruinée par les agissements involontaires, sans doute, de la Compagnie de la Méditerranée, et qui possède des terrains sur lesquels devra, tôt ou tard, être établie la gare de Marseille.

Il faudrait donc fermer les yeux sur les vices de l'administration des chemins de fer, parce que ces chemins sont le gage des détenteurs d'actions et d'obligations, et de plus la propriété même de l'Etat, une portion du domaine national.

L'exorde est grave et imposant; mais on est singulièrement surpris de voir que tous ces frais d'éloquence n'ont d'autre but que de justifier la Compagnie de la Méditerranée de la plus étrange des prétentions, de celle qui consiste, le croirait-on? — à supprimer toute gare à l'une des extrémités de la ligne, bientôt prolongée, de par la loi, jusque sur le port de Marseille, au centre du commerce de cette ville.

C'est, en effet, aujourd'hui à quoi se réduit le débat.

Nous ne comprenons vraiment pas que les conseils d'administration de ces grandes entreprises, généralement composés d'hommes très éclairés, très expérimentés, ne se rendent pas même compte de la situation, et se plaisent à heurter, comme à plaisir, l'opinion publique, dans un moment où les chemins de fer sont l'objet de si nombreuses attaques, et où le mode de concession des chemins d'intérêt local, consacré par la loi de 1865, les expose à des concurrences si redoutables.

Ne devraient-ils pas, au contraire, éviter soigneusement toute contestation douteuse, et s'efforcer de donner satisfaction à tous les besoins, à toutes les réclamations légitimes?

Qu'y a-t-il, dans l'espèce, de plus légitime que l'établissement d'une gare à Marseille?

On peut bien discuter sur le plus ou moins d'étendue d'une gare; mais comment admettre qu'on puisse s'en passer, à l'extrémité d'une ligne, comme celle de la Méditerranée, dont le développement, avec ses nombreux embranchements, est de 4,400 kilomètres ou de 1,100 lieues, vieux style, à une extrémité qui n'est autre qu'un centre de population aussi important que Marseille!

Voilà la question réduite à sa plus simple expression.

A l'occasion des encombrements qui se manifestent sur les chemins de fer, on a bien vu se produire la théorie de la suffisance des gares actuelles, et de l'insuffisance seule du matériel.

Les Compagnies renvoyaient ainsi au commerce les reproches qui leur étaient adressés.

Elles accusaient sa lenteur à enlever la marchandise, et citaient toujours l'exemple de l'Angleterre, où les choses se passaient, suivant elles, différemment.

Il y a du vrai dans ces prétentions respectives, dans les reproches que s'adressent réciproquement les Compagnies et le commerce.

Les marchandises ne sont pas enlevées chez nous, en effet, aussi promptement qu'en Angleterre.

Cette différence, dans les habitudes des deux pays, tient à ce que, en Angleterre, le magasinage est libre; il est affranchi de toutes les entraves que cette industrie trouve chez nous, où la fixation des tarifs est confiée aux chambres de commerce.

Tant qu'on n'aura pas remédié à cet état de choses, nos Compagnies de chemins de fer se trouveront obligées de mettre à la disposition du commerce des espaces plus considérables qu'en Angleterre.

La question est d'ailleurs très complexe, et il n'y a pas à cet égard de théorie absolue.

En Hongrie, par exemple, où les routes de terre sont rares, impraticables en hiver, les gares des chemins de fer sont de véritables entrepôts où les marchandises viennent s'accumuler pendant la belle saison.

Cette nécessité est telle que, tout récemment, la Compagnie des chemins autrichiens a dû, pour prix de la concession qui lui a été faite de nouvelles lignes importantes en Hongrie, prendre l'engagement de consacrer une somme de 13,500,000 florins, soit 34 millions de francs, à un nouvel agrandissement de ses gares.

En Belgique où existent, comme en France, les mêmes difficultés d'exploitation, par suite du développement des transports, le ministre des travaux publics déclarait, ces jours derniers, à la Chambre, que ce n'était pas tant l'insuffisance du matériel que de celle des gares qu'il avait à se plaindre, et que l'augmentation du matériel serait même aujourd'hui une cause nouvelle d'encombrement, si on n'agrandissait pas immédiatement les gares.

« Si nous continuons à faire des wagons et des locomotives, sans donner de l'extension à nos voies, nous augmenterons l'encombrement dans nos gares restreintes. »

Cela est si vrai que, aux abords des principales villes, à ceux du port d'Anvers en particulier, on a dû consacrer l'une des voies de circulation au garage des trains; ainsi le ministre demandait-il un crédit important pour ces travaux d'agrandissement de gares, dont l'urgence ne pouvait être contestée.

Les critiques dont nous avons été l'organe sont loin d'avoir eu un caractère systématique et malveillant, comme semblait le faire supposer le Temps.

Loin de là, nous avons rendu pleine justice à certaines Compagnies, comme celles du Nord et du Midi, qui ont reconnu, de leur propre mouvement, les nécessités de la situation, et se sont mises en devoir d'y satisfaire.

Le Nord aurait pu d'autant moins s'y refuser d'ailleurs que l'encombrement de ses voies pour le remiseage et le stationnement des trains est aussi grand qu'en Belgique.

Il est tel que, aux abords de Dunkerque, on a dû supprimer l'une des deux voies de circulation pour les besoins de remiseage des trains.

Près de Paris, l'encombrement des voies est encore excessif, inextricable.

Nous ne refuserons pas davantage nos éloges à la Compagnie de l'Ouest, qui paraît animée du même désir que le Nord et le Midi pour donner toute satisfaction au commerce.

sentir la démission de M. Casimir Périé comme définitive. M. Thiers a personnellement insisté pour faire revenir ce dernier sur sa résolution, sans pourtant y parvenir.

Disons à ce propos que M. Barthélemy Saint-Hilaire avait rédigé pour le Journal officiel une note qui laissait encore espérer que la résolution de M. Casimir Périé n'était pas définitive. Cette note, communiquée à ce dernier, n'a pas été acceptée par lui; ces tiraillements ont apporté un retard notable dans la publication du Journal officiel, qui n'a pu être mis sous presse ce matin à huit heures et demie.

Un changement considérable s'est fait à l'administration des finances. Le service de la direction du personnel a été supprimé, mais pour être placé dans les attributions du chef du cabinet.

On affirme que M. de Goulard ne tient en quoique ce soit à son poste d'ambassadeur en Italie, et qu'il n'y aurait rien d'étonnant à le voir prochainement remplacé.

On nous télégraphie de Calais, lundi matin :

Le duc de Broglie s'est embarqué ce matin à Calais pour Douvres.

M. Washburn, ministre des Etats-Unis, est parti hier, pour l'Italie, avec sa famille.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

LA TEMPÉRATURE. — Ce matin, 5 février, à 7 heures, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, 1, place de la Bourse, marquait 11 degrés 10/100 au-dessus de zéro; à 11 heures, 12 degrés 10/100 au-dessus de zéro; à 1 heure, 12 degrés 10/100 au-dessus de zéro; à 7 heures, 750 millimètres.

	Sais- se	BOURSE DU 5 FÉVRIER	Précéd. clôture	Premier cours	Pier haut	Dernier cours
15	3	0/0	97 50	97 50	97	96 90
15	4	1/2 0/0	98 50	98 50	98	97 50
50	4	1/2 0/0	98 50	98 50	98	97 50
15	4	1/2 0/0	98 50	98 50	98	97 50
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
30	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
20	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0	91 80	91 80	91	92 16
15	5	0/0				

Bientôt, sur cette dernière ligne, la gare de marchandises de Paris dont le périmètre s'est déjà grandement étendu, ne tardera pas à se développer depuis les Bagnoles jusqu'à Asnières.

Les compagnies de chemins de fer ne peuvent pas se plaindre d'une nécessité qui n'est que la conséquence de leur prospérité.

Mais revenons à la gare du port de Marseille.

Lorsque la section d'Avignon à Marseille fut construite (c'était en 1847), la ville de Marseille était réduite à son vieux port et à sa Cannebière.

Ce n'était certes pas dans ce quartier célèbre, l'orgueil des enfants de la colonie phocéenne, qu'on pouvait songer à établir une gare.

Des différences de niveau s'opposaient encore à ce qu'on pût même s'en rapprocher.

Forcé fut donc de s'arrêter provisoirement sur les hauteurs de Saint-Charles, à plusieurs kilomètres du vieux port, et à cinquante-sept mètres au-dessus du niveau de la mer.

On en est toujours resté là.

Cependant, depuis 1847, la section d'Avignon à Marseille a été rattachée au grand chemin de Lyon et de Paris, et le port de Marseille a reçu la plus grande extension, les agrandissements les plus considérables.

L'emplacement de la gare nouvelle a été préparé à grands frais.

En effet, de nouveaux bassins ont été creusés par l'Etat, d'immenses terrains conquis sur la mer pour le service de ces bassins, et de larges voies d'accès ont été couvertes vers les nouveaux ports, au moyen de l'enlèvement d'une montagne qui limitait le développement de la ville.

Et ces grands travaux de viabilité ont été accomplis par une compagnie, alors puissante, qui avait été attirée à Marseille par la promesse formelle, par l'engagement officiel du prolongement direct du chemin du Midi à Marseille, et de l'établissement d'une gare, d'une douane, d'une manutention militaire et de vastes entrepôts sur des terrains qui avaient été acquis à cet effet de la ville de Marseille.

Tous ces projets se sont trouvés renversés par la Compagnie de la Méditerranée qui, redoutant la concurrence dont elle était menacée, avait pris l'engagement de donner à la ville de Marseille toutes les satisfactions qu'elle devait trouver dans les établissements publics.

Comment aurait-on pu résister aux propositions séduisantes de cette Compagnie qui, en outre des satisfactions données aux intérêts de la ville, se déclarait prête à dépenser cinq à six cents millions pour la construction de nouveaux chemins ?

Devant de pareilles offres, toutes les promesses antérieures devaient être et furent, en effet, retirées ; mais nous nous hâtons de dire qu'elles ne furent pas retirées sans compensation, pour la Compagnie du Midi et pour la Compagnie Immobilière, qui, suivant le désir de l'autorité, avait lié sa fortune à celle de Marseille.

La compensation présentée à la Ville, au commerce et à la Compagnie Immobilière, consistait dans le prolongement du chemin de la Méditerranée sur le port de Marseille par l'embranchement de l'Estaque, et dans l'établissement de plusieurs gares à la Joliette.

C'était une transaction, et cette transaction offerte et librement consentie, est jusqu'ici restée en souffrance, depuis neuf années, pendant lesquelles l'inaction de la Compagnie de la Méditerranée, a entraîné la ruine de deux puissantes Compagnies et d'un grand nombre de familles.

Cependant le gouvernement actuel, moins tolérant que ne l'avait été le précédent, exige aujourd'hui que l'embranchement de l'Estaque, prescrit par la loi, soit exécuté.

Comment remplira-t-on cette obligation à laquelle on ne peut plus se soustraire ? Voici le biais imaginé :

On prolongera la ligne de la Méditerranée jusque sur le port de Marseille, mais on n'y fera pas de gare ; on conservera les voies de service actuelles, en dépit de leur insuffisance bien constatée, et on se borne-

ra à une gare, dite de manœuvre, pour la formation des trains, à trois ou quatre kilomètres en arrière de l'extrémité de la ville, loin des ports ; à cet effet on s'empara d'une anse, dite la Madrague qu'on sera obligé de combler, malgré les protestations les plus vives des riverains.

Cette combinaison ou plutôt cet expédient insolite n'a été imaginé que pour éviter d'acquiescer des terrains d'une faible valeur relative, et dont, au fond, on sait bien qu'on ne pourra pas se passer.

Peut-être, en attendant, en obtiendra-t-on à de meilleures conditions.

On ferait ainsi un chemin qui n'aurait vraiment ni queue ni tête à Marseille, à son extrémité la plus importante ; le commerce de cette ville privé d'une gare, n'ayant à sa disposition ni quais de débarquement et d'embarquement, ni halles de marchandises, resterait toujours ainsi dans l'obligation de dépenser des millions en frais de camionnage occasionnés par l'éloignement et par la difficulté d'accès de la gare Saint-Charles.

Qu'on se représente nos grandes lignes aboutissant à Paris sans gares pour leur service et n'ayant, à leur disposition, qu'un petit nombre de voies de manœuvre.

Et s'il s'agissait encore d'un établissement qui exigeait une superficie de 6 à 800,000 mètres, suivant l'usage, on pourrait concevoir une certaine hésitation de la part de la Compagnie ; mais non, il ne s'agit ici que d'une gare aux plus faibles dimensions.

Les prétentions de la ville et du commerce sont des plus modestes.

Un concours inattendu vient encore à la Compagnie de la Méditerranée, en cette circonstance, d'un côté d'où on devait le moins s'y attendre, de celui du Crédit foncier et du Crédit mobilier, qui semblent, chose étrange, ligués contre une malheureuse Compagnie sur laquelle paraissent s'épuiser tous les coups de la fortune.

L'explication de ces persécutions sera l'objet d'un prochain article ; mais nous comptons, pour déjouer ces mauvais desseins, sur la sagesse du conseil d'administration de la Compagnie de la Méditerranée ; sur sa résistance aux projets de certaines personnes fanatisées par l'ardeur de la discussion ; nous comptons enfin sur l'équité et l'énergie du gouvernement pour mettre un terme à ces luttes déplorables.

Le journal l'Armée a publié son premier numéro. Il est des plus intéressants. Nous suivons avec grand soin les articles de M. Jules Richard, son habile directeur, qui traite avec une grande autorité et un talent très remarquable toutes les questions militaires.

Nous n'avons pas besoin de souhaiter la bienvenue à notre confrère. Sa place est déjà toute faite. Qu'il l'occupe le plus longtemps possible, c'est le seul souhait que nous ayons à lui adresser en ce moment.

REVUE DES JOURNAUX

D'accord avec la Liberté, le *Journal de France* félicite M. Casimir Périer d'avoir maintenu sa démission et ainsi créé un précédent conforme aux vrais principes du régime parlementaire.

Jusqu'ici, les attributions et les responsabilités étaient mal définies. On ne savait où commençait l'autorité, où finissait le contrôle. Les ministres, succombant sur des questions de premier ordre, ou ayant manifestement perdu la confiance de la Chambre, ne se considéraient pas comme démissionnaires, tant que le président de la République ne leur avait pas désigné un successeur.

Malgré les stipulations expresses de la constitution provisoire, la volonté seule du chef de l'Etat et non les décisions de l'Assemblée déterminaient les changements ministériels.

M. Casimir Périer, lui, ayant subi un choc, s'est retiré, et lorsque ses collègues, M. Thiers lui-même, l'ont prié de revenir sur cette détermination, il leur a fait lire, pour toute réponse, l'article 3 de la proposition Rivet : « Les ministres sont responsables devant la Chambre. »

L'exemple de M. Casimir Périer sera-t-il imité par ceux de ses collègues à qui l'avenir réserve des échecs parlementaires bien autrement graves que celui qu'il a subi ? C'est

au moins douteux ; et nous pensons, avec M. Robert Mitchell, que l'Assemblée ne tardera pas à éprouver le besoin de tracer enfin des frontières bien délimitées à la responsabilité du président, ainsi qu'à celle de ses ministres.

La République française n'est nullement satisfaite de la note publiée hier par le *Journal officiel* et de laquelle il résulte que si MM. le prince de Joinville et le duc d'Annam avaient été présents à la séance de vendredi dernier, ils auraient voté la prise en considération de la proposition Duchâtel sur le retour à Paris. Note conférée va jusqu'à dire qu'il ne croit pas que l'absence des princes ait été purement fortuite, et il leur prête un calcul qui ne saurait être trop sévèrement condamné.

Personne ne doute qu'après une déclaration formelle de M. le duc d'Annam, le vote n'ait été tout différent. Le centre droit n'eût pas refusé à son prince ce qu'il n'a pas voulu accorder aux sollicitations et aux arguments de M. Casimir Périer. Il suffisait de trente voix déplacées, et la cause de Paris était gagnée.

C'est ce que ne voulaient pas MM. les princes. Ils tiennent à ce que le gouvernement et l'Assemblée restent à Versailles, et le retour à Paris est une des cartes de la partie future qu'ils comptent jouer.

Voilà pourquoi ils sont allés chasser à Chantilly, ce qui a permis à plusieurs de leurs amis intimes, tels que M. Lambert de Sainte-Croix, de voter contre Paris, et à leur représentant le plus autorisé, M. Bocher, de s'abstenir.

MM. les princes sont vraiment trop fidèles aux habitudes de la politique orléaniste, qui sont de tradition dans la politique orléaniste.

La Presse partage les inquiétudes que nous cause l'attitude équivoque du centre droit, attitude qui rendrait absolument impossible la fusion si désirable de cette importante réunion avec celle du centre gauche.

Certes, si les deux centres, fondus en un seul, arrivaient à former une majorité gouvernementale, ce serait un élément sérieux de stabilité. Si leur objectif unique était dans les institutions qui doivent toujours dominer les questions de partis et de personnes, nous pourrions enfin respirer. Vous verriez triompher et appliquer les saines doctrines que vous défendez avec tant de patriotisme. Mais, hélas ! dans cette tentative excellente ne se glisse-t-il pas déjà une tache fâcheuse à un parti, à de hautes personnalités ?

Sans doute, le centre droit tomberait facilement d'accord avec le centre gauche sur la question de notre politique dans le présent, et il n'éprouverait aucune difficulté à prêter son concours à la consolidation des pouvoirs de M. Thiers ; mais ne laisse-t-il pas trop clairement apercevoir que, pour l'avenir, il rêve l'avènement au pouvoir des princes d'Orléans ?

Le centre gauche ne pourra jamais souscrire à de pareils desseins, lui persuadé-on que c'est sous la forme républicaine qu'on les veut réaliser.

Les organes du parti bonapartiste affectent volontiers de revendiquer pour l'empire le mérite d'avoir, mieux qu'aucun autre gouvernement, compris et mis en œuvre le principe d'autorité. Un pareil mérite est de nature à exercer un singulier prestige sur le parti conservateur ; mais il est facile de montrer que l'argument des journaux auxquels nous faisons allusion repose sur une équivoque. Un court entrelien du Temps en fait bonne et complète justice.

On avait déjà fait quelque bruit de ces mots : le principe d'autorité, vers les débuts de la dictature. Ce qu'ils signifiaient, Louis-Napoléon ne tarda pas à l'expliquer dans la pratique.

Il abaissa le Corps législatif, en inventant les candidatures officielles, qui devaient nous conduire à une guerre insensée et au démembrement de la France. Il abaissa, en lui imposant un serment prêté au violateur de la loi jurée.

Il avilit le conseil d'Etat en révoquant ceux de ses membres qui avaient manqué de bonne grâce dans l'affaire de la spoliation des biens de la famille d'Orléans.

D'un seul coup de filet, Louis-Napoléon mit tous les fonctionnaires sous la surveillance de la police. Le plus minime employé ne pouvait obtenir un avancement, qu'il ne fût, par le préfet, rigoureusement consulté par l'administration supérieure, et fait connaître si, au point de vue politique, il verrait des inconvénients à ce que la mesure projetée reçût son exécution. C'est ainsi que les ministres et les préfets relevaient le principe d'autorité. Cette belle institution fleurit jusqu'en 1860, époque à laquelle le dégoût universel finit par la faire tomber en désuétude.

Si de pareilles applications du principe d'autorité ont une vertu conservatrice, ce ne peut être que celle de conserver aux auteurs ou complices des coups d'Etat les bénéfices de leur usurpation. La conservation de l'ordre légal n'exige point de si odieux moyens.

Le courant des idées et des faits, ce qu'on peut appeler la dominante, et il excelle à lui donner un corps, à la mettre en œuvre sur le théâtre. Presque toujours aux prises avec des manifestations accidentelles bien plus qu'avec des vérités immuables, ses comédies sont rapidement comprises et vivement goûtées, quoiqu'elles aient parfois un caractère superficiel. Par là à-propos et le savoir-faire il attire le public et le retient en l'amusant. Le danger de sa nouvelle pièce serait de trop exciter le public et de le diviser en provoquant, par des allusions téméraires les dissentiments politiques si prompts à éclater dans les réunions où l'harmonie s'établit le plus aisément sur tous les autres sujets.

L'auteur de *Rabagas* sait cela parfaitement. Mais son esprit aventureux et hardi n'y aura vu qu'une attraction nouvelle. Il est trop en état de juger même une pièce de lui pour méconnaître que sa comédie n'avait point cette autorité et cette franchise, cette hauteur et cette vérité aristocratiques que s'imposent à tous et commandent à tous une attention passive. Il avait donc à prévoir qu'il y aurait en même temps spectacle dans la salle comme sur le théâtre, dans la rue comme dans la salle. Cette perspective ne l'a pas effrayé. Nous le déplorons, car le moment ne pouvait être plus mal choisi pour de telles provocations.

Il est juste de dire que la susceptibilité et l'imagination du public lui-même ont la plus grande part dans ces tumultes irritants. Les types opposés que l'auteur a présentés sont, à vrai dire, qu'il l'ait ou non voulu ainsi, des types de fantaisie pour lesquels on aurait grand tort de rompre des lances. Il en est de même pour les opinions ou les systèmes politiques ébauchés par lui dans un sens ou dans l'autre ; il n'y faut voir qu'un jeu ou des mots tout ou plus.

Le jeu est-il divertissant ? — C'est ce que nous saurons lorsque le vrai public obtiendra d'assister à la représentation

de *Rabagas*. Dimanche, on s'est déridé, au dernier moment, à ne point encore affronter ce public souverain. Quand il aura son tour, nous nous proposons de revoir la pièce pour vérifier, d'après lui, nos impressions premières un peu troublées par l'agitation des spectateurs du premier jour.

On pourrait, dès à présent, signaler le défaut capital de la comédie de *Rabagas*, le manque de tact, de mesure et d'idée précise ; mais ce serait entrer dans la discussion politique par plusieurs côtés à la fois et ce n'est point notre affaire. Au surplus, nous avons pu nous apercevoir que si d'un côté on trouvait les attaques injustes ou excessives, de l'autre côté on n'était pas mieux satisfait des avantages et des supériorités que l'auteur attribuait aux types favorisés.

Bornons-nous donc à voir la comédie en elle-même en tant que comédie.

Le prince de Monaco a de l'esprit de conversation, et ses petites tirades satiriques sur son peuple lui seraient payées volontiers cinq sous la ligne par un journal parisien. Il est moins ingénieux dans l'action que dans la parole, et sans l'assistance de miss Blount, son Égérie, ses efforts d'imagination ne contribueraient guère à alimenter la pièce, car il n'a qu'une idée : faire ses malles ; qu'une ambition : s'abriter dans sa passion ridicule et s'enfermer dans la blonde américaine. Quant à ses conseillers d'Etat et à ses officiers généraux, leur unique tactique de gouvernement consisterait à balayer tous les ménéages à grand renfort de charges de cavalerie. Pareille comédie serait mieux à sa place dans le palais du roi Carotte.

Le grand parti de la Révolution est personnifié par Rabagas, un avocat poussé au grotesque et trop aisément dupé pour effrayer qui ce soit. Ses acolytes, ses impossibles encore, un débauché de chopes, un journaliste de fantaisie et deux enfants apprentis émeutiers, représentent l'indépendance populaire et le mouvement national.

De part et d'autre, rien à prendre au sérieux, ni dans les types, insignifiantes caricatures, ni dans les allusions toutes gratuites, ni dans la marche de l'intrigue qui ne tient à rien et qui ne mène à rien.

Il n'y a d'idées dans tout cela que celles que se fait le spectateur péniblement conduit à remuer dans son esprit le souvenir des luttes passées, des jours mauvais qu'il voudrait oublier, préoccupé qu'il est des incertitudes du lendemain et des nécessités présentes dont la première est l'union patriotique.

Attendons le vrai public. Nous doutons fort qu'il dédommage la direction du Vaudeville de la désorganisation de sa bonne troupe d'artistes et de ses sacrifices inconsidérés pour doter son prince d'une liste civile et pour lui trouver un Rabagas, son ministre d'un jour.

Plus aisément et à moins de frais, le théâtre des Variétés vient d'obtenir un succès de gaieté avec sa *Revue en ville*, fantaisie très bouffonne dans un cadre original. Les auteurs ont fait un élément comique de l'interdiction momentanée qui avait frappé leur Revue, et ils ont trouvé des réticences fort plaisantes. M^{lle} Silly, dont l'allure faubourienne était beaucoup trop accusée dans ses premiers types, a eu le grand succès de la soirée en imitant M^{lle} Desclée dans la *Princesse Georges*, à laquelle cette Revue donne un quatrième acte d'une hardiesse qui eût fait reculer M. Dumas fils. D'autres imitations, dans le délire des pièces en vogue, sont également fort curieuses. De nombreux couplets et rondeaux lestement détaillés par le joli bataillon féminin des Variétés, se succèdent avec un entrain endiable à travers les parodies, les transformations et les surprises de ce genre de divertissement toujours nouveau.

Ainsi que nous l'avons dit en commençant ce feuilleton, *Ulm le Paria*, de M. Parodi, vient d'être représenté une seconde fois par les artistes de M. Ballande, avec le concours de Taillade dans le rôle principal, sur le théâtre de Gaité, devant un public très nombreux qui a été vivement frappé des beautés sévères, des inspirations élevées, des situations puissantes qui distinguent ce drame. Comme l'a dit justement M. Henri de la Pommeraye, dans une élogieuse et savante introduction sur l'œuvre remarquable de M. Parodi, on y trouve, indépendamment d'une conception grande et forte, d'une poésie large et colorée, d'un élan généreux et d'une forme irrésistible, quelque chose du tempérament et du souffle de Shakespeare. Il y a aussi des hardiesses qui ont pu faire hésiter le comité du Théâtre-Français. Mais s'il eût pris le soin d'envoyer un délégué à cette représentation, il se serait rendu compte de l'effet de ces hardiesses sur le public de la Gaité, un public tout aussi bien composé que celui de la Comédie-Française, surtout aux matinées littéraires. Le crime d'*Ulm* est sauvage ; mais comme son remords est saisissant et son expiation poignante ! Taillade, quoiqu'il n'ait pas eu le temps d'étudier de nouveau assez profondément le rôle du roi paria, a été transporté par la situation, et il a eu des moments magnifiques. Les applaudissements des critiques conviés à cette intéressante représentation se sont unis à ceux du public. Nous avons demandé pourquoi l'*Odeon*, à défaut du Théâtre-Français, n'avait pas accepté cette pièce ? Par la raison, nous a-t-on répondu, qu'elle avait été représentée une fois dans une des matinées littéraires de 1870.

Que cette première épreuve, satisfaisante au plus haut point, eût déterminé l'*Odeon* à recevoir le drame de M. Parodi, rien de plus aisé à comprendre ; mais qu'elle ait été une cause d'exclusion, comment expliquer cela ?

Rubens. Nous n'avons pu les voir, attendu que ces tableaux sont tous, les uns enfermés dans des caisses, les autres couverts de toiles. C'est avec la plus grande difficulté qu'on est allé dans les greniers du Louvre, dont les gardiens semblent avoir pris pour devise : *Odi profanum vulgus, et arcebo*.

LES CLOCHETONS DE SAINT-VINCENT DE PAUL

On vient de commencer la réparation des clochetons de Saint-Vincent de Paul, dont la restauration avait été différée jusqu'à ce jour. Ces clochetons ont été traversés, celui de gauche par quatre obus, celui de droite par trois. Des statues de saints, d'une grande valeur artistique, ont été détruites. On répare en même temps le grand escalier de l'église, dont les projectiles partis des Buttes-Chaumont, du Père-Lachaise et de la place Clichy ont endommagé beaucoup de marches.

GUÉRISON DE SICARD

Nous apprenons que Sicard, dont l'état de maladie était assez grave pour empêcher sa comparution devant la justice militaire, va beaucoup mieux aujourd'hui, et sera prochainement en état d'être jugé. On sait que c'est sur cet individu que pèse la plus grande part de responsabilité dans l'assassinat des étages et de l'archevêque de Paris. Il lui faudra encore un mois pour être tout à fait remis. Son procès pourra donc avoir lieu dans la première quinzaine de mars. Il présentera cette particularité qu'un des témoins, Genton, est déjà condamné à mort, et un autre, François, aux travaux forcés à perpétuité. Presque tous les autres témoins sont aussi sous le coup de différentes condamnations. Pigerre ne figurera pas comme témoin dans l'épilogue de ce sinistre drame.

UN ANACHRONISME. — TUMULTE

La représentation diurne de la Gaité a été assez tumultueuse hier. Les artistes de M. Ballande donnaient un drame intitulé : *Ulm le paria* ; l'action se passe en Scandinavie, au temps d'Odin et de Thor, en pleine barbarie. Or on n'a rien trouvé de mieux que de donner à un vieux roi scandinave une cathédrale gothique pour palais, et pour costume un costume complet de roi de France, avec fleurs de lis. Après un moment d'étonnement, le public de la Gaité parut d'un éclat de rire universel, et un certain tumulte s'ensuivit dans la salle. Il était malheureusement impossible de faire démentir le vénérable monarque et de le déshabiller. Il fallut donc continuer, mais au milieu du tapage. Le jeune auteur d'*Ulm le paria* ne oubliera pas de longtemps sa représentation du dimanche 4 février.

SACRE DE M^{gr} SOUBIRANE

Le sacre de M^{gr} Soubirane, ancien vicaire général d'Alger, nommé évêque in partibus de Levarte, a eu lieu hier dimanche, à l'issue de la grand-messe, à l'église Saint-Augustin, sous la présidence du nonce du pape, et en présence de NN. SS. l'archevêque de Paris, l'archevêque d'Alger, prélat officiant, de M^{gr} Ponton, et de plusieurs autres évêques français et étrangers.

ACCIDENTS ET SUICIDES

Hier, le sieur Jérôme, cantonnier, rue des Deux-Ponts, 12, a été renversé par un camion, rue de Rivoli, et a eu les deux jambes broyées.

Quelques jours, un enfant, le jeune Emile Bonhomme, demeurant chez ses parents, rue de la Goutte-d'Or, jouait sur le parapet, lorsqu'il perdit l'équilibre et tomba d'une hauteur d'environ quatre mètres. On le releva sans connaissance, et un médecin qui l'examina immédiatement jugea son état désespéré.

Le sieur Picaut, marinier, retira de la Seine, en aval du pont de l'Institut, un individu qui venait de se jeter, et déclara être le sieur Mauruet, tailleur d'habits, demeurant rue Tiquetonne, 59.

Au pont de Billancourt, le sieur Martin, moins heureux, retira le cadavre d'un individu paraissant âgé de quarante ans et mis avec une certaine recherche. Le noyé portait encore plusieurs traces de violences, et on ne trouva sur lui aucun papier qui justifiait de son identité. M. Cordet, commissaire de police, le fit transporter à la Morgue.

Le sieur Jean P., âgé de dix-neuf ans, garçon maçon, demeurant rue de la Butte-aux-Cailles, s'est précipité hier, dans l'après-midi, dans une fosse d'aisances de la maison occupant le n° 3 de la chaussée du Maine, et il a été retiré asphyxié par les agents Gon-

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

DU 6 FÉVRIER

REVUE DRAMATIQUE

THÉÂTRE DE L'AMBIGU : *Lise Tavernier*, drame en cinq actes, de M. Alphonse Daudet.

THÉÂTRE DU VAUDEVILLE : *Rabagas*, comédie en cinq actes, de M. Victorien Sardou.

THÉÂTRE DES VARIÉTÉS : *La Revue en ville*, fantaisie, par MM. Clairville, Siraudin et Koning.

MATINÉES LITTÉRAIRES DU THÉÂTRE DE LA GAITÉ : *Ulm le paria*, drame en cinq actes, en vers, de M. Parodi.

Les divers spectacles de la semaine nous fournissent l'occasion d'une étude particulièrement attachante du public parisien. Nous aurons, cette fois, à le mettre directement en cause aussi bien que les auteurs, à le louer de sa résistance aux émotions artificielles et vulgaires d'un pastiche de mélodrame suranné, à ramener dans la juste mesure les susceptibilités chatouilleuses surexcitées en lui par une exploitation nouvelle de la politique au théâtre ; enfin, à encourager son empressement et ses chaleureuses sympathies pour des œuvres littéraires de la valeur d'*Ulm le paria* ; car il n'a pas craint, à vingt-deux mois d'intervalle, de première et unique représentation, de se produire de nouveau sur le plancher du *Roi Carotte* à l'heure où tout Paris se promène au soleil. Ces poètes ne doutent de rien ! La confiance de M. Parodi a été récompensée. Cette fois encore le public s'est montré digne du poète, ainsi que nous aurons à le constater, et non sans un vif plaisir, après avoir rendu compte, par rang de date, des pièces

qui ont précédé, dans la semaine, la reprise d'*Ulm le Paria*.

Aussi malheureux que coupable, l'auteur de *Lise Tavernier*, le nouveau mélodrame de l'Ambigu, a déjà reçu le châtiement de sa faute. Coupable envers lui-même, envers son art, envers le public ; coupable avec la circonstance aggravante de préméditation, de calcul intéressé, de tentative offensante de captation sur le mauvais goût, supposé, de la foule. M. Alphonse Daudet souffrira moins toutefois, dans l'avenir, de son expiation, qu'il n'aurait à souffrir des conséquences d'un succès banal et de mauvais aloi.

Inhabile et à la fois supérieur à ce genre d'élucubration qui exige des aptitudes spéciales, ainsi que nous avons eu tout dernièrement à le démontrer, à propos de la reprise de *l'Aveugle* au théâtre Cluny, l'écrivain délicat, formé pour les œuvres charmantes qui lui ont acquis une estimable réputation, reviendra pour jamais à la bonne littérature. De son égarement à la poursuite des banales recettes, il ne restera bientôt plus rien qu'un vague souvenir ; l'absolution suivra la dernière affiche de *Lise Tavernier*, vainement réchauffée par le zèle et le talent de M^{lle} Marie-Laurent et de Clément-Just.

En abordant l'examen de la comédie nouvelle de M. Victorien Sardou, de ce *Rabagas*, célèbre avant qu'il ne soit, nous demanderons la permission d'user aussi de quelque parti-pris, du parti-pris de la modération et du dégoût, aussi complet que possible, en matière politique.

Le talent et les succès de M. Sardou l'ont classé de façon à ce qu'on ne puisse lui faire l'injure d'une réserve préméditée, d'un vain ménagement dans l'étude obligée de ses œuvres, des circonstances particulières où elles se produisent et de leur effet sur le public.

M. Sardou est puissamment secondé dans la pratique de son art par un flair subtil et pénétrant qui saisit dans le mou-

vement de la vie parisienne, dans le courant des idées et des faits, ce qu'on peut appeler la dominante, et il excelle à lui donner un corps, à la mettre en œuvre sur le théâtre. Presque toujours aux prises avec des manifestations accidentelles bien plus qu'avec des vérités immuables, ses comédies sont rapidement comprises et vivement goûtées, quoiqu'elles aient parfois un caractère superficiel. Par là à-propos et le savoir-faire il attire le public et le retient en l'amusant. Le danger de sa nouvelle pièce serait de trop exciter le public et de le diviser en provoquant, par des allusions téméraires les dissentiments politiques si prompts à éclater dans les réunions où l'harmonie s'établit le plus aisément sur tous les autres sujets.

L'auteur de *Rabagas* sait cela parfaitement. Mais son esprit aventureux et hardi n'y aura vu qu'une attraction nouvelle. Il est trop en état de juger même une pièce de lui pour méconnaître que sa comédie n'avait point cette autorité et cette franchise, cette hauteur et cette vérité aristocratiques que s'imposent à tous et commandent à tous une attention passive. Il avait donc à prévoir qu'il y aurait en même temps spectacle dans la salle comme sur le théâtre, dans la rue comme dans la salle. Cette perspective ne l'a pas effrayé. Nous le déplorons, car le moment ne pouvait être plus mal choisi pour de telles provocations.

Il est juste de dire que la susceptibilité et l'imagination du public lui-même ont la plus grande part dans ces tumultes irritants. Les types opposés que l'auteur a présentés sont, à vrai dire, qu'il l'ait ou non voulu ainsi, des types de fantaisie pour lesquels on aurait grand tort de rompre des lances. Il en est de même pour les opinions ou les systèmes politiques ébauchés par lui dans un sens ou dans l'autre ; il n'y faut voir qu'un jeu ou des mots tout ou plus.

Le jeu est-il divertissant ? — C'est ce que nous saurons lorsque le vrai public obtiendra d'assister à la représentation

de *Rabagas*. Dimanche, on s'est déridé, au dernier moment, à ne point encore affronter ce public souverain. Quand il aura son tour, nous nous proposons de revoir la pièce pour vérifier, d'après lui, nos impressions premières un peu troublées par l'agitation des spectateurs du premier jour.

On pourrait, dès à présent, signaler le défaut capital de la comédie de *Rabagas*, le manque de tact, de mesure et d'idée précise ; mais ce serait entrer dans la discussion politique par plusieurs côtés à la fois et ce n'est point notre affaire. Au surplus, nous avons pu nous apercevoir que si d'un côté on trouvait les attaques injustes ou excessives, de l'autre côté on n'était pas mieux satisfait des avantages et des supériorités que l'auteur attribuait aux types favorisés.

Bornons-nous donc à voir la comédie en elle-même en tant que comédie.

Le prince de Monaco a de l'esprit de conversation, et ses petites tirades satiriques sur son peuple lui seraient payées volontiers cinq sous la ligne par un journal parisien. Il est moins ingénieux dans l'action que dans la parole, et sans l'assistance de miss Blount, son Égérie, ses efforts d'imagination ne contribueraient guère à alimenter la pièce, car il n'a qu'une idée : faire ses malles ; qu'une ambition : s'abriter dans sa passion ridicule et s'enfermer dans la blonde américaine. Quant à ses conseillers d'Etat et à ses officiers généraux, leur unique tactique de gouvernement consisterait à balayer tous les ménéages à grand renfort de charges de cavalerie. Pareille comédie serait mieux à sa place dans le palais du roi Carotte.

Le grand parti de la Révolution est personnifié par Rabagas, un avocat poussé au grotesque et trop aisément dupé pour effrayer qui ce soit. Ses acolytes, ses impossibles encore, un débauché de chopes, un journaliste de fantaisie et deux enfants apprentis émeutiers, représentent l'indépendance populaire et le mouvement national.

De part et d'autre, rien à prendre au sé-

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Nous avons annoncé le choix unanime, par les délégués cantonaux de l'Eure, de M. Lepouzé, maire d'Evreux et conseiller général, comme candidat républicain à l'élection complémentaire du 11 février.

La circulaire suivante de M. Lepouzé confirme parfaitement ce que nous avons dit de la personnalité politique de l'honorable candidat :

Les circonstances exceptionnelles dans lesquelles la candidature m'est offerte m'imposent le devoir de l'accepter.

Si j'étais appelé à l'honneur de vous représenter, mes efforts tendraient surtout à maintenir la forme républicaine comme base fondamentale de nos institutions, non-seulement parce que cette forme de gouvernement est celle que j'ai toujours voulue, mais parce que, dans ma conviction, c'est elle qui peut seule faire cesser nos divisions, rendre au pays sa prospérité et démontrer sa grandeur compromise par les folies de l'Empire, mais non effacée. Je voudrais encore le service militaire obligatoire pour tous, l'instruction gratuite et obligatoire et la liberté communale, c'est-à-dire le droit pour le conseil municipal d'administrer la commune en dehors de la tutelle administrative.

A vous maintenant, électeurs, de décider si vos délégués ont bien compris vos sentiments, et si vous me jugez digne de remplir la haute mission qu'ils m'ont offerte.

LEPOUZÉ.

Nous avons tout récemment parlé, d'après le *Salut public*, de la

duell et Tavernier, qui se trouvaient sur les lieux.

Dans l'après-midi, le sieur Pierre Emile Pierre, commis quincailleur, demeurant rue de Flandre, 153, a été trouvé dans sa chambre étendu sur le lit et ne donnant plus signe de vie ; il venait de s'asphyxier à l'aide d'un réchaud de charbon de bois.

Hier soir, le nommé Henri Turquet, demeurant avenue Wagram, après avoir eu une vive altercation avec son épouse in partibus, s'est précipité de son quatrième étage. On l'a relevé tout sanglant. Une heure après, il expirait.

Rue Lafayette, à la hauteur de la gare du Nord, Marie Porcher, fatiguée d'une existence toute de misère, s'est asphyxiée par le charbon. Cette fille avait en autrefois ses jours de splendeurs.

Enfin, quai d'Orléans, le sieur Gaston Dumarsais, gravement compromis dans les affaires de la commune, et très recherché par la police, a mis fin à ses jours par le poison.

ARRIVÉE D'ANIMAUX

Hier, à neuf heures du matin, rue d'Amsterdam, une foule de curieux suivait des yeux un long convoi de voitures fermées d'où sortaient des musiciens, des ménétriers, des cris rauques, le tout formant un concert fort discordant. L'apparition soudaine d'un superbe dromadaire qui fermait la marche, monté dans une charrette et solidement amarré, vint donner le mot de l'énigme ; c'était un arrivage complet, par le chemin de fer de l'Ouest, de lions, lionnes, tigres, panthères et nombre d'animaux à poils et à plumes, qui viennent prendre place dans notre galerie zoologique. Nous pourrions d'ici quelques jours faire connaissance avec nos nouveaux hôtes, auxquels dès aujourd'hui nous souhaitons la bienvenue au nom des bonnes et des militaires, des enfants et des nourrices.

Parmi les nouveaux chevaliers de la Légion d'honneur dont le *Journal officiel* publie ce matin la liste, nous remarquons le nom de M. André, avec cette mention : « André (Auguste), employé à l'administration du *Journal officiel*. » Belle conduite pendant l'insurrection. S'est dévoué pour combattre les incendies de son quartier. A sauvé des femmes et des enfants.

« Au moment où les fédérés allaient l'incendier rue du Bac, lors de la guerre des rues, M. Auguste André, en effet, en la présence d'esprit de fermer le robinet de la maîtresse conduite du gaz, prévenant ainsi une terrible explosion, dont il est impossible de s'imaginer les conséquences. Il a de plus donné dans les bureaux du *Journal officiel*, assis à un grand nombre de femmes affolées de terreur, à des vieillards et à des enfants.

ACCOUCHÉMENT SUR LA VOIE PUBLIQUE

Hier soir vers dix heures, rue de Turbigo, à l'angle de la rue de Valenciennes, la fille Brunner, âgée de vingt ans, domestique, demeurant rue du Vert-Bois, 50, s'est tout à coup trouvée prise des douleurs de l'enfantement. La pauvre fille reçut les premiers soins du docteur Fortalis et mit au monde, saine et saillante, deux beaux enfants du sexe masculin, tous deux à terme et bien portants. Une foule curieuse, qui assistait à l'opération, accompagna la jeune mère jusqu'à son domicile, rue du Vert-Bois, où deux agents la firent transporter.

Une lettre de Mgr l'archevêque de Paris

Nous avons annoncé il y a plusieurs jours que Mgr Guibert, archevêque de Paris, avait, par lettre circulaire, invité les curés de son diocèse à associer leur œuvre de la délivrance du territoire. Voici le texte de cette lettre qu'il nous a été impossible d'insérer faute d'espace jusqu'à ce jour.

Paris, le 31 janvier 1872.

Monsieur le curé, Vous avez sans doute connaissance d'un projet de souscription nationale pour la libération du territoire français occupé par les Prussiens. Le clergé qui, à toutes les époques de notre histoire s'est montré animé des sentiments les plus patriotiques et qui, dans les derniers malheurs de la patrie, a donné des preuves éclatantes de sa dévouement à une pareille entreprise. Il doit s'y associer de tout son pouvoir, et pour cela il n'a qu'à suivre ses propres traditions et les mouvements de son cœur.

Aussi je ne viens pas, monsieur le curé, faire appel à votre générosité personnelle, qui ne saurait faire défaut ; mais j'aimerais à user de toute votre influence pour solliciter et favoriser auprès des fidèles l'élan qui déjà se manifeste dans la nation, et particulièrement dans la ville de Paris, pour exécuter le grand dessein dont il s'agit. J'espère que, par votre exemple et par vos conseils, non-seulement la riche ouvrière son trésor, mais que les confiants les plus modestes et les plus humbles seront encouragés à s'imposer des sacrifices.

Ces sacrifices, inspirés par des motifs religieux, peuvent être encore un moyen de réparer et d'expier devant Dieu les défaillances morales qui ont attiré nos désastres.

Vous savez que diverses formes ont été proposées pour obtenir le résultat si ardemment désiré. Nous ne pouvons pas tarder à connaître les moyens d'exécution qui seront préférés. Il importe avant tout d'éviter que, par une concurrence irrégulière, les divers projets ne se nuisent les uns aux autres. Lorsque on ne se sent pas la mainmise sur la réalisation de l'œuvre de notre nation, il faudra que le clergé se montre au premier rang pour concourir au succès de ce grand mouvement national.

Vous aurez soin toutefois, en ce qui concerne les collectes qui pourraient être demandées dans les églises, d'éviter tout ce qui assombrirait l'assemblée des fidèles et de réunions profanes et qui serait contraire à la dignité et à la sainteté de la maison de Dieu.

Je vous renouvelle, monsieur le curé, l'assurance de mon sincère et affectueux dévouement.

J. HIPOLYTE, archevêque de Paris.

NÉCROLOGIE

Nous apprenons la mort de M. Louis Chailier de Grandchamps, directeur-proprétaire du *Mémorial d'Amiens*, et celle de M. Auguste-Frédéric Dutroul, médecin en chef de la marine en retraite, décédé à Brest.

LA PRESSE ÉTRANGÈRE

(Par voie télégraphique.)

Madrid, 4 février, soir. La Société française de bienfaisance et d'assistance mutuelle a tenu, le 31 janvier dernier, une réunion générale sous la présidence du marquis de Bouillé, ambassadeur de France à Madrid. Dans cette réunion, a été adoptée à l'unanimité la proposition de constituer un comité pour recueillir les souscriptions pour la libération du territoire français. Le comité va commencer immédiatement ses opérations avec le concours de l'ambassade française.

Une dépêche du capitaine général de Cuba assure que la campagne actuelle mettra fin à l'insurrection dès le mois de mars ou d'avril.

Le capitaine général demande, en même temps, un renfort de 2,000 hommes pour compléter les cadres.

La section madrileña de l'Internationale a fait afficher à Madrid un manifeste pour protester contre les déclarations du gouvernement à l'égard de l'Internationale.

Le *Journal la Révolution sociale* publie une lettre de M. Castelar, appuyant le projet d'une association pour protéger les droits individuels. M. Castelar dit qu'il s'abstient continuellement de fuir par se suicider. Il ne faut employer l'abstention que lorsqu'il n'y a plus d'autre moyen.

Aux mines de Rio-Tinto (province d'Huelva, Espagne), il s'est produit parmi les mineurs quelques désordres suscités par les agents de l'Internationale. La garde civile a été obligée de faire feu. Un des émeutiers a été tué. L'ordre a été rétabli. Les principaux insurgés ont été arrêtés.

Deux Français, prétendus membres de l'Internationale, ont été arrêtés à Barcelone comme instigateurs des troubles qui ont eu lieu dernièrement dans cette ville.

Le général de Gaminde, ministre de la guerre, est arrivé dans la matinée assez souffrant. Le secrétaire du ministre de la guerre, le capitaine général de Madrid et plusieurs autres chefs militaires sont allés lui rendre visite.

M. Rios Rosas a reçu l'ordre de la Toison d'Or.

La *Correspondencia* confirme la dissolution du groupe des canovistes.

Le même journal dit que le gouverneur de Madrid persiste à donner sa démission.

Quatre propriétaires d'esclaves à Porto-Rico ont donné la liberté à 16 esclaves.

Grande colère des feuilles de M. de Bismarck contre le prince Henri de Hollande, qui, au banquet auquel il assistait à Luxembourg, a fait un speech fort peu sympathique à l'empire allemand.

La *Gazette de l'Allemagne* se sert de ce discours pour revenir encore une fois sur la situation du duché de Luxembourg et dit :

Dans l'intérêt de ce pays, qui a déjà trop fait parler de lui et qui, pendant la dernière guerre, a été un voisin incommode pour l'Allemagne, il est à désirer que la presse allemande s'en occupe le moins possible. Mais cette presse ne pouvait pas se taire devant le fait qu'un personnage, très rapproché du souverain du pays, dans un moment d'exaltation, a fêté comme traites les hommes honorables qui témoignent de leurs sympathies envers l'Allemagne.

Il est fâcheux que ce petit pays se fasse remarquer par son hostilité au point que les sentiments amicaux pour l'Allemagne y sont considérés comme crimes. Nous souhaitons sincèrement que le Luxembourg, se rendant compte de sa situation politique, se tienne tranquille et n'offre que le moins possible aux journaux allemands un prétexte de parler de lui.

Est-ce assez menaçant ?

Les cléricaux et les partisans du Vatican, en Autriche, se sont souvent plaints, dans ces derniers temps, que le gouvernement autrichien se laisse entraîner dans une voie hostile au catholicisme, c'est-à-dire aux ultramontains.

Le *Tagblatt* de Vienne dit à ce sujet : Combien les plaintes de nos cléricaux étaient cherchées à s'affranchir de la puissance du fanatisme, à l'égard des vœux catholiques !

Ceux-ci ont voulu tenir ces jours derniers une réunion privée pour délibérer sur les demandes à faire, afin que leur culte, conforme aux dogmes de l'Eglise catholique jusqu'en 1870, soit reconnu par l'Etat.

Or le gouvernement n'a non-seulement défendu cette réunion sous prétexte qu'elle était hostile à l'Etat, mais encore l'autorité a confisqué une résolution qui devait y être soumise.

On voit, conclut la feuille autrichienne, que les influences ultramontaines dominent encore chez nous en haut lieu. Tandis que nous Allemagne on cherche à s'affranchir de la puissance du fanatisme, on devient chez nous de plus en plus vassal de Rome !

La *Gazette d'Augsbourg*, dans une correspondance qu'on lui adresse de Saint-Petersbourg, constate que l'organisation de l'armée russe avance rapidement.

Si l'armée doit être mise sur le pied de guerre, écrit le correspondant, elle peut recevoir des fusils à aiguille, car le 1^{er} janvier, 1,000,188 de ces armes étaient déjà prêtes. Quant aux cartouches, on en comptait le 1^{er} janvier 300 millions.

On prête aussi une grande attention à la transformation de l'artillerie.

Des sommes énormes sont mises à la disposition du ministère de la guerre pour les travaux de fortification.

Le corps télégraphique sera réorganisé d'après le système prussien, et l'on parle beaucoup d'un changement de l'uniforme russe également d'après le modèle prussien.

LES CORRESPONDANCES

LETTRES DE SAINT-PETERSBOURG

31 janvier 1872.

M. le général Le Flô, ambassadeur de France, M^{me} Le Flô et M^{lle} Le Flô ont été présentés le 29 à la grande-duchesse Catherine Mikhalovna et au grand-duc Georges de Mecklembourg-Strelitz.

Le budget de l'Empire pour 1872, accuse une recette de 497,197,802 roubles sur une dépense de 496,813,581 roubles. Il y a donc un excédant de recette. Nous devons écarter le résultat principalement à la politique de la paix et du bien-être intérieur, inaugurée par l'empereur Alexandre II. Les forces productives de l'empire, grâce au réseau de nos chemins de fer, se développent de jour en jour davantage, et si nous persévérons dans cette marche de civilisation si précieuse, nous pouvons espérer que dans peu d'années notre crédit sera entièrement rétabli, et le rouble prussien atteindra son ancienne valeur.

L'empereur, très satisfait de ce budget, a conféré au ministre des finances, M. de Reutern, le grand-cordon de l'ordre de Saint-Vladimir, auquel il a ajouté un cadeau de 100,000 roubles.

Dans les dépenses nous trouvons sous la rubrique guerre, 156,604,116 roubles (soit 626,116,464 francs) ; marine, 20,769,368 roubles ; instruction publique, 11,255,601 roubles (soit plus de 45 millions de francs) ; dette publique, 86,381,573 roubles.

La dette publique absorbe plus du cinquième du revenu de l'empire, les ministères de la guerre et de la marine ensemble à peu près 2/5 ; ces deux ministères et la dette, qui en grande partie est la conséquence des guerres, forment la moitié du revenu général. Quelle exhortation aux gouvernements de maintenir la paix !

Il y a eu ces jours derniers un magnifique bal au Palais d'Hiver. Plus de 2,500 personnes appartenant à l'élite de la société de Saint-Petersbourg ont assisté à cette fête. L'empereur portait l'habit rouge et le dolman bleu bordé de zibeline. L'impératrice était

charmante dans sa toilette de soie noire parsemée de roses. Il y a eu un souper splendide et place pour tous les invités. Signes particuliers : les toilettes des dames étaient fort riches, mais ne ressemblaient en rien aux extravagances d'une certaine autre cour, — pas de ruolz comme aux Tuileries. On était servi dans de l'argenterie massive. Pendant les danses et le souper, l'empereur s'est promené parmi les invités et s'est entretenu de la manière la plus affable avec un grand nombre de personnes. Le ministre de Turquie, Rustem-Bey, est déjà guéri de son accident à la chasse à l'ours ; on l'a vu au bal de l'empereur.

Le nombre de personnes victimes d'accidents de chemins de fer a été, en Russie, pendant l'année qui vient de s'écouler, de 612, dont 170 sont mortes. Le plus grand nombre d'accidents a eu lieu sur la route de Saint-Petersbourg-Varsovie, la plus longue de toutes. Le public demande que les administrations de chemins de fer soient rendues responsables, comme cela existe en Angleterre et en France. — M. DE BELINA.

LETTRES ALSACIENNES

Strasbourg, 4 février.

Monsieur le directeur,

La loi sur les petites coupures de la Banque de France, dont j'ai parlé dans ma dernière lettre, a produit ici un résultat tout opposé à celui que paraissait en attendre le gouvernement allemand. Malgré l'amende de 50 thalers, tout le monde, négociants, commerçants en gros et en détail, banquiers même (je parle des banquiers vraiment Strasbourgeois et Français) accepte les billets de 20 et de 25 francs. C'est encore une manière de protester. Et afin que nul n'en ignore, un de nos compatriotes a envoyé à la loterie de charité, comme lot, un billet de 20 francs. Le défi, pour être sans danger, n'en est pas moins spirituel.

Toutes ces lois sur les billets de banque, les monnaies, etc., prouvent clair comme le jour que le gouvernement a conclu un accord avec les banquiers, pour exploiter, de concert avec eux le vil peuple, qui reste, comme autrefois, taillable et corvéable à merci. Voici un exemple de plus. Ici la banque prussienne refuse tous les billets et toutes les pièces monnayées dites gulden ou florins de Bavière, Baden, Wurtemberg, Saxe dans le Brunswick, etc., enfin tout ce qui n'est pas prussien de Prusse même. Avant de faire un paiement, les négociants, qui ne peuvent pas refuser toutes ces monnaies, sont forcés de recourir à un banquier étranger. Vous voyez d'ici le trafic. Or, vous ne me ferez pas croire que le gouvernement trempe dans tous ces tripotages pour le roi de Prusse ; il se fait payer par les banquiers reconnaissants un droit de commission. C'est le moins qu'il puisse exiger d'eux.

Il n'y perdent pas ; on en connaît un qui a fait l'année dernière plus de 100,000 fr. de bénéfices nets. Pendant ce temps, de pauvres Alsaciens n'ont pas les moyens de fuir la domination prussienne, et sont réduits par la misère à faire de leurs enfants des soldats allemands.

Il n'est pas un jour où l'avidité germanique ne montre le bout de l'oreille. Et quelle oreille ! Le préfet de Strasbourg ne s'avise-t-il pas de demander à notre conseil municipal, pour le futur théâtre allemand, la subvention que la ville a payée jusqu'à présent pour un théâtre français ? Ces messieurs ne se contentent pas de s'amuser à notre nez, ils voudraient encore que ce fut à nos dépens.

Mais le conseil municipal ne l'entend pas ainsi ; il ne se soucie en aucune façon de payer les plaintes anti-françaises ou les grossières insultes dont on veut régaler la nouvelle et édifiante population de Strasbourg. Il fera ce qu'il a fait à Metz ; il abandonnera aux Allemands la libre gestion du théâtre, et nos Strasbourgeois qui ne sont pas tentés du tout d'aller applaudir *Lumpaci* *Vagabondus* et autres joyeusetés d'outre Rhin cote à cote avec un feldwebel en bonne fortune ou un officier en compagnie seront unanimes à approuver cette décision.

Ne nous faisons pas cependant meilleurs que nous sommes. Il se trouve ici, comme partout, des ambitieux sans cœur et sans patriotisme, qui, parce qu'ils ont été admis à l'honneur de baisser les pieds de Guillaume, ont à triquer avec cet ivrogne de Bismarck, sont prêts à faire devant nos vainqueurs litière de tous nos droits. Je ne vous les nommerai pas. En qui cela peut-il, en effet, intéresser vos lecteurs d'apprendre que M. Nessel, maire de Haguenau, a tenu sur les fonds baptismaux le fils de son kreis-director, ou que M. le docteur Mühl, un Strasbourgeois, a été nommé président de la nouvelle Société de chant allemande, la *Convalescence*, et que cette présidence était le plus beau jour de sa vie ? ou qu'un homme, qui a été le premier magistrat de Strasbourg, par occasion, et qui ne peut se résoudre à redevenir un simple pharmacien, intrigue auprès du préfet pour faire nommer à l'hôpital civil trois médecins allemands en remplacement de trois médecins français qui cependant ne se sont pas encore, que je sache, démis de leurs fonctions ? Je pourrais vous en citer quelques autres, mais la liste serait bientôt épuisée ; car ce sont là des faits isolés et qui, pour cela même, font plus de bruit. Il faut que vous le sachiez, France : ces défections ne passent pas inaperçues ; on les relève, et on témoigne à ces Français renégats l'indignation et le mépris qu'ils méritent.

Heureusement, la France, en ce moment, nous présente un spectacle consolant et fortifiant. Lorsque, en 1870, tous les corps de métier apportaient au gouvernement provisoire leurs offrandes patriotiques, un ouvrier, Eugène Pottier, adressa à la commission centrale pour les dons patriotiques, une chanson remarquable, qui commençait ainsi :

Voici la quête universelle : Pour la France, si tu veux plaire ! Qu'ont, frères, qu'ont pour celle Qui nous a nourrie de son lait. Les refis sont des banqueroutiers ; Si peu que ce soit, donnons tous ! Les océans sont faits de gouttes ! Les milliards sont faits de gros sous.

Ne dirait-on pas que ces nobles paroles sont écrites d'aujourd'hui ? Ce sera toujours l'honneur de la République de provoquer ces généreux mouvements, inconnus sous une monarchie. Telle est aussi la pensée de l'Alsace ; et si elle réunit ses gros sous, c'est pour les offrir à la France républicaine.

ECHOS MILITAIRES

DES ÉCOLES RÉGIMENTAIRES

Depuis six mois, les projets de réorganisation de l'armée ont pullulé, et chaque auteur s'est cru obligé d'y introduire un plan spécial d'études pour l'instruction générale des

officiers et pour la formation des écoles régimentaires. Nous avons examiné avec le plus grand soin tous ces travaux, et, malgré notre bon vouloir, nous constatons que la plupart ne répondent pas au désir ardent que nous aurions de voir cesser cet état d'infériorité dans notre armée.

Nous nous proposons d'analyser succinctement aujourd'hui une circulaire ministérielle du mois de janvier dernier, qui appelle tout spécialement l'attention des généraux et des chefs de corps sur cette partie si importante de notre organisation militaire.

Nos critiques contre l'administration et les décisions récentes de l'honorable général de Cissey ont été parfois assez sévères pour que nous ne considérions pas comme un devoir de rendre justice aux bonnes intentions dont témoignent la circulaire précitée.

Le ministre reconnaît d'abord que les écoles régimentaires, spécialement celles du premier degré, sont dans un état d'infériorité d'autant plus regrettable qu'il ne peut être imputé qu'à l'observation des règlements en vigueur. Différentes mesures transitoires, propres à relever le niveau de l'instruction générale, sont ensuite prescrites, en attendant qu'une commission spéciale puisse se prononcer.

Les capitaines commandant les compagnies, escadrons ou batteries, auront la charge et la responsabilité de l'instruction primaire de leurs hommes, instruction comprenant : la lecture, l'écriture et le calcul des quatre règles. Ils sont libérés du choix de la méthode à employer ; mais le général de Cissey n'autorise malheureusement aucune acquisition du matériel affecté à la méthode Rolland. Nous regrettons que les nécessités budgétaires imposent de telles économies.

L'enseignement se fera dans chaque compagnie, par section, ce qui permettra de se passer d'un local spécial pour les écoles, et de se servir des chambrées.

Dans la saison d'hiver, les séances auront lieu le soir, sous la surveillance spéciale d'un officier supérieur. Un rapport qui devra être établi à la fin de chaque mois par le lieutenant-colonel et mis à l'ordre du corps, signalera les capitaines-commandants qui se seront fait remarquer par leur zèle ou par leur négligence. Cette mise à l'ordre, pour cette partie si importante du service, entrera en ligne de compte dans l'appréciation des titres à l'avancement.

Les dépenses journalières de l'enseignement : papier, plumes, etc., seront prélevées sur les fonds de la masse générale d'entretien des corps. Le montant des avances sera remboursé, en fin d'exercice, après liquidation définitive, sur les fonds du chapitre II, article 8 du budget. Il en sera de même pour l'éclairage, en vertu de la décision présidentielle du 19 novembre 1871.

L'instruction sur la théorie et les règles du tir devra marcher de front avec l'enseignement primaire dans les compagnies. Lorsqu'on se sera assuré que les explications ont été bien comprises de tout le monde, on passera à la pratique par des exercices préparatoires dans les chambrées au moyen de tubes à tir dont les corps sont approvisionnés.

On devra tenir la main à ce que les hommes fréquentent assiduellement les salles d'exercice et ne négligent aucun des exercices gymnastiques propres à fortifier et à assouplir le corps. En attendant que des fonds soient alloués pour la construction de hangars couverts, les corridors et les cages d'escalier des casernes seront utilisés. Les corps seront remboursés de la dépense des menus travaux d'appropriation, la pose des crochets, etc.

Les exercices de chant, de danse, de manèment du bâton, ne devront pas être négligés. Il est même question, dans la circulaire ministérielle, des exercices à sec de la natation.

A l'époque des revues trimestrielles et des inspections générales, l'attention de l'inspecteur se portera d'une manière toute particulière sur le degré d'instruction des compagnies. Les capitaines qui n'auront pas obtenu de bons résultats ou qui ne se seraient pas montrés à la hauteur de leur mission, seront signalés au ministre.

Telles sont en résumé les prescriptions sur l'organisation du travail dans les régiments, ordonnées récemment par le ministre de la guerre. Nous les approuvons toutes sans réserve. En tenant les hommes constamment occupés, on prend le vrai moyen de couper court à ces habitudes de paresse et d'ivrognerie que les militaires contractent trop souvent au régiment. Tout le monde réclame aujourd'hui une diminution dans le temps de service, il est donc indispensable de mettre à profit tous les instants pour l'instruction des hommes.

VISITE

DE L'EMPEREUR ET DE L'IMPÉRATRICE DU BRÉSIL AU CREUSOT

L'empereur et l'impératrice du Brésil ont mis à Creusot, vendredi dernier, leur projet depuis longtemps annoncé d'une visite au Creusot. Interrompant leur voyage vers le Midi, Leurs Majestés, accompagnées par le prince de Joinville, sont arrivées au Creusot à six heures du matin.

Dès sept heures, l'empereur, le prince et M. Schneider sont descendus à l'usine et l'ont parcourue dans toutes ses parties. Pendant cette visite, qui a eu un caractère très marqué d'étude, l'empereur a pris un grand intérêt aux détails des diverses industries.

Après le déjeuner, l'empereur et l'impératrice, le prince et leur suite, conduits par M. et M^{me} Schneider, ont parcouru la grande forge ; puis un train spécial les a proménés dans l'usine. Leur visite s'est terminée par les ateliers de fabrication de l'acier Bessemer, où l'on a coulé sous leurs yeux un gros lingot de 15,000 kilogrammes avec deux convertisseurs fonctionnant simultanément.

Pendant cette journée, favorisée par un temps admirable, la population tout entière a cessé de témoigner sa respectueuse sympathie aux augustes visiteurs, dont le voyage était comme un hommage rendu à l'importance de ses travaux.

Leurs Majestés sont parties le soir, très satisfaites de l'accueil qu'elles avaient reçu ; et, quoique ayant déjà visité les principales usines métallurgiques du continent, elles ont paru impressionnées par le spectacle de l'activité industrielle et par l'importance des opérations de l'usine du Creusot.

L'empereur et le prince de Joinville ont laissé, en partant, de très généreuses marques de leur passage pour les pauvres de la localité.

La maison L. Legrand, parfumeur, 207, rue Saint-Honoré, vendra demain 6 février, de midi à six heures du soir, au profit de l'œuvre de la délivrance du territoire.

Sa recette intégrale sera versée au Trésor public.

La caisse sera tenue par des dames patronesses de l'œuvre.

HOMMES ET CHOSES

Les questions d'argent seront, bien longtemps encore, les plus intéressantes de toutes ; et ce métal, que tout le monde feint de mépriser, tout en l'adorant, aura toujours ses martyrs et ses héros.

En Prusse, il est un emploi fort recherché aujourd'hui : c'est celui de percepteur des contributions dans les provinces françaises conquises. On ne peut pas dire que ce soit précisément une sinécure, car les paysans alsaciens et lorrains sont fort durs à la dévotion ; mais il paraît que les percepteurs ne se gênent pas du tout pour forcer les chiffres de l'imprimé officiel.

Cela leur donne de très beaux suppléments de traitement, et personne n'y va voir. Pourvu qu'ils rapportent la somme édictée par les vainqueurs, on ne s'inquiète pas du reste ; car s'il y a des inspecteurs, comme chez nous, c'est un rouage volant de plus. Seulement, alors, la part du percepteur est plus petite.

Par exemple, il arrive souvent que le percepteur disparaît avec la caisse ; on les compte déjà par dizaines, et ce qu'il y a de plus joli, c'est que le voleur se dirige toujours de préférence vers les frontières de France.

Il y a quelques jours, c'était le percepteur d'Herlisheim, laissant un déficit de 60,000 fr. ; le 30 janvier, c'était celui de Colmar, qui, dit-on, emporte 100,000 fr.

Le gouvernement prussien n'est pas content, cela se conçoit ; il baisse la tête, quand il est seul, bien forcé de s'avouer à lui-même que ses compatriotes ne sont point des modèles de délicatesse. Et, supplique horrible, quand il se trouve avec des fonctionnaires français, on lui dit que, dans l'administration des finances françaises, il n'y a pas, en dix ans, en vingt ans, un seul exemple de pareil détournement.

Et les autorités prussiennes offrent une prime aux anciens percepteurs français qui consentiraient à reprendre leurs fonctions.

On n'a pas encore cité le nom d'un seul. Et il en est un très grand nombre qui, chez nous, n'ont pu encore être remplacés.

L'empereur du Brésil a quitté Paris, et je ne crois pas lui manquer de respect en ajoutant qu'il est parti sans tambour ni trompette. Le temps n'est plus où l'on recevait les monarques avec les honneurs dus à leur rang ; ils descendent simplement à l'hôtel, sous un nom de convention, et paient leur addition comme de simples mortels. Seulement ils ne crient pas quand on les écorche, bien que ce soit jusqu'au sang. Grâce à l'état.

Lorsque le proviseur du lycée Bourbon-Bonaparte-Condorcet a réclamé contre l'inexactitude du récit publié par l'*Indépendance belge* sur la visite de l'empereur — « doit fort inspecteur et auquel j'avais eu, dans une certaine mesure, je me suis défilé, non que je soupçonne la loyauté de ce fonctionnaire, grand dieu ! Je sais que c'est un des plus honorables de l'université, mais je craignais une pression du grand-maitre. »

Quelque bien trempe que soit un homme, il résiste difficilement à un chef suprême, surtout quand cela ne tire pas à grande conséquence, et peut « éviter le scandale » ; mais j'ai aujourd'hui la preuve que le récit du *Journal belge*, si déplorablement amplifié par d'autres, est absolument faux, et que, au contraire, Dom Pedro II a été très bien accueilli par les élèves du lycée.

L'un d'eux, appartenant à la classe d'éléméntaires, m'écrivit sur ce sujet une lettre vraiment charmante.

« Les élèves du lycée, dit-il, ont trop de savoir-vivre, trop de respect de la discipline et d'eux-mêmes pour s'abaisser jusqu'aux enfantillages dont on les accuse. »

Ces enfantillages, je les avais omis, n'y croyant pas, — et je m'étais contenté d'appuyer sur les cris inconvenants : ce à quoi mon jeune correspondant répond en disant que ses camarades et lui ne s'occupent nullement de politique et n'ont qu'un but, celui de s'instruire. »

Instruire-voilà, braves jeunes gens, vous avez tort à faire, car vous ne l'ignorez pas, vous aurez à lutter un jour contre ceux qui on appelé « des Mohicans ayant passé par l'Ecole polytechnique. »

Le non fatal a été prononcé. L'Assemblée ne rentrera point à Paris.

On n'a pas illuminé dans la vraie capitale, je vous l'assure, et pourtant drapeaux, lampions et transparents étaient prêts. Quand la fâcheuse nouvelle est arrivée, il fallait voir les visages renversés et les bras tombants.

Ah ça, Paris n'est donc vraiment pas tranquille, bien qu'on nous affirme le contraire ? Ah ça, les milliers de commandants qu'on a arrachés à l'oisiveté des pontons ont donc manifesté des velléités de faire de nouveau parler la poudre ? Les explosions qui éclatent dans les rues et dans les jardins, ce ne sont donc pas des enfants qui s'amuse ?

Les députés s'y connaissent ; rien ne leur cache au sein des commissions ; on leur étale toutes les cartes sur la table : rois, dames, valets, valets surtout, et puisqu'ils n'ont pas confiance, comment voulez-vous que, moi, bon bourgeois, je me rassure.

Mon épier en fut conquis. — Je voulais commander six sacs de haricots, me dit-il, en écarquillant ses gros yeux, je me suis contenté de deux, — et pourtant les commandants les avaient !

La liste publiée

BIBLIOGRAPHIE

— **DEMAIN? — République? Monarchie de droit divin? Empire? Monarchie constitutionnelle?** — Tel est le titre d'une brochure que met en vente, aujourd'hui, la Librairie Générale.

Cette brochure a été inspirée à son auteur, M. H. Regnaud, par les événements de la semaine dernière. Il jette un regard sur cet inconnu qui est demain et envisage la situation présente avec beaucoup de justesse et de bon sens.

Un de nos romanciers les plus choqués du public, M. Henri Rivière, vient de faire paraître un seul volume, chez M. Michel Lévy, une excellente étude de mœurs et une saisissante nouvelle, *Mademoiselle d'Arment*, Monsieur Marguerite.

M^{lle} d'Arment n'est pas un type nouveau; mais il avait été, jusqu'à ce jour, plutôt pressenti que complètement étudié. Au premier coup d'oeil, on y reconnaît une héroïne célèbre de M. Octave Feuillet; à peine se sera-t-on approché d'un peu plus près, qu'on découvrira les mille détails exquis et nouveaux dont la consciencieuse observation de M. Rivière a enrichi le portrait.

Monsieur Marguerite est un petit drame intime, très vrai, très naturel, sans violence de style, ni fracas de situations heurtées; et, chose aussi précieuse que rare de notre temps, une saine et vigoureuse morale s'en dégage.

Les Apôtres de la rue de Poix

A l'heure où ces lignes paraîtront, nous serons, Z..., un de nos auteurs dramatiques des plus connus, et moi, condamnés à mourir dans les vingt-quatre heures, par les Apôtres unitaires. Nous n'avons donc que juste ce qu'il faut de temps pour faire notre testament et mettre le public sur la trace de nos assassinats.

Hier soir, à onze heures, Z... vint nous trouver, nous annonçant qu'il allait se faire initier aux mystères des unitaires, et que, connaissant ma curiosité instinctive pour tout ce qui concerne les « exceptions humaines », comme disait Beaudelaire, il avait prévu les grands prêtres de la religion nouvelle qu'il amènerait un adepte résolu à se consacrer corps et âme à la propagation mystérieuse de leur foi. Une demi-heure après nous étions en route, attendant avec anxiété l'heure où il nous serait permis de goûter les joies d'une initiation, et cependant, il faut bien le dire, inquiets comme des hommes qui vont braver l'inconnu.

Le temple des apôtres unitaires est situé rue de Poix (Mémorial). C'est une maison à un étage, dont la construction de bois et de gâchis de plâtre remonte à 1810. Elle a été bâtie par un nommé Maillard, qui se vantait d'avoir six mille ans, et qui, un beau jour, s'est fait sauter la cervelle avec un fusil de chasse. La chapelle est au premier; on y monte par un escalier de bois pourri, consolidé au moyen de colonnes de fonte dont quelques-unes ont été fendues par les tremblements continus du sol, qui s'ébranle tout le jour sous le poids des lourdes charrettes de pavés qui se dirigent vers l'intérieur de la ville. Elle se compose d'une vaste pièce blanche à la chaux, garnie de banquettes de bois blanc; au milieu est un tapis de laine. Les murs sont nus et froids. Le plafond est décapé, et quand il pleut, il sue une eau sale.

Quand nous pénétrâmes dans la salle qui nous fut ouverte après un signal convenu entre Z... et le grand-prêtre, les apôtres étaient au complet. Aujourd'hui, ils sont au nombre de 14. Le plus jeune a vingt-quatre ans; l'aîné, le grand-prêtre, en a quatre-vingts. Ce sont tous, sans distinction, des ouvriers: esprits faibles, imaginations surexcitées par des abus d'alcool, individualités bizarres, réunies par l'éloquence persuasive de leur chef qui les a connus au cabaret ou à la guinguette. Ce dernier se nomme Simon, et se fait appeler Simus. Un mystère plane sur son existence. Sa tête est belle, avec une expression de fixité qui fait deviner que l'homme est fou. Le corps est nu jusqu'à la taille, malgré l'humidité froide; un pantalon de toile bleue, retenu par une ceinture de soie blanche cache les jambes et tombe sur un pied que ses contractions ont rendu fourchu. J'ai dit sur un pied, l'autre a été coupé à l'hôpital. Une voiture de foire a passé dessus en 1862. On fait un silence effrayant; Simus s'avance au devant de nous, et sans nous permettre de prononcer une parole, il s'exprime en ces termes :

« Tout est un ! tout est un ! tout est un ! La nature a des milliers de théorèmes qui tous se résolvent par le grand X. L'X est l'inconnu qui plane. Je le sens qui m'opresse et qui me tuera. Les autres n'y croient pas. Y croyez-vous ? Le sentez-vous ? »

Et comme nous répondions affirmativement.

« Nous sommes, continua-t-il, quatorze apôtres unitaires qui propagons la nouvelle foi. Tout nous est indifférent, hormis le culte du grand X. Une fois initié, on doit garder le secret ou mourir. Nous ne devons être que seize. Gardez-vous le secret ? Jurez-le ? »

Simus nous présenta un X en bronze. Nous le jurâmes.

« A l'heure, nous dit-il. Et revenez quand il vous plaira. »

Nous partîmes, songeant aux quatorze pauvres diables qui avaient assisté à cette scène, avec une pitié parfaite, et bien décidés à braver la mort, pour le plaisir de nous moquer de la religion de Simus.

ÉCHOS DE PARTOUT

Rabagas et le procès fait aux avocats par l'opinion, donne une certaine actualité à la lettre suivante fort peu connue, adressée par Napoléon I^{er} à Cambas. On y verra en quelle médiocrité estime le législateur et l'homme de guerre tenaient les prédecesseurs de Rabagas :

Mon cousin,
Je reçois un projet de décret sur les avocats. Il n'y a rien qui donne au Grand-Juge les moyens de les contenir. J'aime mieux ne rien faire que de m'occuper des moyens de prendre des mesures contre ces tas de bavards, artisans de révolutions et qui ne sont inspirés que par le besoin de la gloire et la corruption. Tant que j'aurai l'épée au côté, je ne signerai jamais un décret aussi absurde. Je veux qu'on puisse couper la langue à un avocat qui s'en servirait contre le gouvernement.

NAPOLÉON.

Vendémiaire an XIII.
— Couper la langue à un avocat, c'est, à proprement parler, lui couper la tête; car, dans cette profession, la partie, quand il s'a-

git de la langue, vaut le tout. Le grand homme n'y allait pas de main morte !

Un nombre considérable de personnes ont, pendant assez longtemps, pris l'ancre boraële d'hier soir pour un incendie. Le poste de pompiers de la rue Blanche, notamment, a été dupe de cette erreur. En un clin d'oeil, les pompiers se rassemblèrent, sortirent les pompes, et une première escouade partit au pas de course dans la direction de Neuilly. Mais la seconde qui suivit rencontra, au milieu de la chaussée d'Antin, la première qui revenait sur ses pas, et qui s'était aperçue, au coin du boulevard, de son illusion.

Beaucoup de monde hier, dans l'après-midi, aux Champs-Élysées, où nous avons remarqué, en tenue civile, plusieurs illustrations militaires : mentionnons seulement le général Chanzy, se promenant bourgeoisement le cigare à la bouche; le général Uhrich, assis et lisant un journal (nous n'avons pu voir lequel); et le maréchal Canrobert, dont les cheveux grisonnants recouvraient partiellement le col de son paletot.

Un bon exemple : Un de nos abonnés, M. Marcolle, négociant de Bordeaux, a, le jour du mariage de sa fille, fait faire par celle-ci une quête parmi les invités; pour la libération du territoire.

Cette quête a produit mille francs.

Hier a été célébré le mariage de M. le baron de Careira-Portas, un des membres les plus riches et les plus influents de la colonie portugaise de Paris, avec M^{lle} Marguerite Viellard, dont le père possède une fortune colossale.

M^{lle} Viellard a apporté à son mari quatre millions de dot.

C'est aujourd'hui qu'ont lieu à Nice les premières courses de l'année. L'accident du chemin de fer d'Antibes a fait craindre un instant des difficultés insurmontables pour le transport des chevaux; mais une dépêche arrivée hier au Jockey-Club annonce l'arrivée, sur le champ de courses principaux champions.

Au betting les paris ont été nombreux; on mentionne entre autres, une somme de 100,000 francs engagée sur un cheval anglais.

Le prince Orloff est un cavalier enragé.

Tous les soirs, de trois à quatre heures, on le rencontre aux Champs-Élysées, monté sur un cheval noir de l'Ukraine, qu'il a amené avec lui de Russie, et qui répond au nom de Dimitri.

Dimitri vaut quelque chose comme quinze ou vingt mille francs.

Un des personnages de la suite de l'empereur du Brésil, négro du plus beau noir, eut, durant son séjour à Paris, un commencement d'affaire d'honneur avec un habitué des coulisses d'un petit théâtre honoré des assiduités du noir Brésilien.

La chose en vint au point que l'on discutait sérieusement sur le choix des armes.

Je prends l'épée ! s'écriait déjà le vaillant négro.

Impossible ! fit observer un témoin, l'épée est une arme blanche !

L'affaire en resta là.

A la suite d'une discussion assez vive entre M. Laroche et un de ses jeunes pensionnaires, M. Lenormand, celui-ci a offert de payer un dîner à son directeur pour rompre son engagement et quitter immédiatement le théâtre de Cluny.

Le *Figaro*, dans son numéro de ce matin, s'étonne avec raison que l'exercice du nouveau cartouche placé au-dessus du rideau de l'Opéra soit :

CARIBUS HEC NALLIS NULO DELEBIS EVO.

Caribus ne veut rien dire.

« Ce doit être casibus, affirme le *Figaro*. Erreur, cher confrère, casibus veut bien dire quelque chose, mais, avec ce mot, le vers latin serait faux, car casibus est bref. »

C'est CLAUDIUS qui fait lire, et le vers s'explique ainsi :

« Celle-ci — la Muse — est au-dessus de TOUS LES DÉSASTRES. »

DON SPAYENTO.

LES THEATRES

Ce soir, rentrée de M. Faure à l'Opéra dans *Don Juan*.

M. Obin remplira le rôle de Leporello.

Hier, au Conservatoire, Ruth de M. C. Franck a obtenu un succès des plus flatteurs.

La partie vocale de cet *oratorio* était confiée à M^{lle} Marie Batiu, Fursch, MM. Bouly et Bosquin.

Ces artistes ont partagé, avec le compositeur, les bravos du public.

Hier est arrivée à Paris une cantatrice de race nègre, baptisée à Cuba la *Patti noire*.

Elle possède une voix admirable, d'une étendue et d'une flexibilité extraordinaires. Elle ne paraîtra sur la scène, à cause de son teint, que pour la scène; elle donnera des concerts.

Son type est celui de la race africaine; nez épilé, bouche largement fendue et dents d'un blanc éclatant.

Le seul rôle qui pourrait lui convenir, serait celui de Sékila, de l'*Africaine*.

Nous donnons cette idée, pour ce qu'elle vaut, à M. Halanzier.

Peut-être trouverait-il là un grand succès de curiosité.

N.B. — Nous parlons sérieusement.

Depuis que l'Ambigu est en interdit, les auteurs, qui ont des pièces reçues à ce théâtre, viennent reprocher à leurs confrères de la commission d'avoir fait leur devoir, et les engager à conserver avec M. Billon les charmants rapports qui ont toujours existé entre le directeur et la société d'auteurs.

Si nous avions l'honneur de faire partie de la commission des auteurs, voilà ce que nous

répondrions à ces pauvres petits auteurs si intéressés :

« Tandis que la plupart des dramaturges, sachant que M. Billon ne devait pas rester, s'abstenait d'apporter des pièces empressées de lui présenter des ouvrages qu'il était d'autant mieux disposé à recevoir, qu'il sentait bien se faire de cette façon de nombreux soutiens auprès de la commission; mais ce double calcul doit, au nom de la morale, être déjoué. Si vos confrères aussi peu scrupuleux avaient présenté des pièces en même temps que vous, ce ne serait peut-être pas avec les vôtres que l'on viendrait plaider aujourd'hui les circonstances atténuantes du procès. »

M^{lle} Aline Duval vient de jouer la *Châte blanche* à Bruxelles, avec un très grand succès.

Nous recevons une lettre des délégués de l'orchestre des Italiens, relative au nombre de billets pris par M. Jules Simon au concert qu'ils ont donné au Grand-Hôtel.

Nous avions affirmé que M. le ministre des beaux-arts avait pris une note et non pas cent comme le disait le *Figaro*.

Nous maintenons notre assertion. M. de Beaulain a des fonds, comme cela s'est pratiqué sous tous les gouvernements, destinés aux œuvres de bienfaisance, concerts, etc., etc.

Qu'il ait disposé de 1,500 fr. sur ces fonds en faveur des artistes des Italiens, nous ne le nions pas; mais M. Simon, personnellement, ne s'est rendu que de 15 fr. pour un seul billet. Il était donc inutile de chanter sa magnificence pour une si faible offrande.

Nous sommes d'autant plus surpris de la lettre des délégués de l'orchestre des Italiens, que les renseignements sur cette affaire nous avaient été donnés par l'un des signataires de la rectification.

Jemius.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 5 février 1872.

Céréales

Nous commençons la semaine avec beaucoup de calme et beaucoup de faiblesse. On ne fait aucune affaire.

Farines de consommation

Transactions restreintes.

La marque D est tombée à 80 fr. 0/0.

Choix et marques D, 80 fr. 0/0. — Bonnes marques, 79 fr. 50. — Sortes courantes et ordinaires, 74 fr. 0/0.

Il délivre des chèques sur

LYON — MARSEILLE — LONDRES

Farines huit marques

Dispon. 79 fr. — Cour. du mois, 79 fr. 50. — 2 prochains, 79 fr. 50. — 4 de mai, 78 fr. 50.

Farines supérieures

Dispon. 76 fr. — Cour. du mois, 76 fr. 50. — 2 prochains, 76 fr. 50. — 4 de mai, 76 fr. 50.

Huiles

Les huiles de colza restent faibles.

Dispon. 105 fr. 50. — Cour. du mois, 105 fr. 50. — 2 prochains, 105 fr. 50. — 4 de mai, 104 fr. 50. — 4 de mai, 102 fr. 50.

L'huile de lin est stationnaire.

Dispon. 96 fr. 50. — Cour. du mois, 96 fr. 50. — 2 prochains, 96 fr. 50. — 4 de mai, 97 fr.

Trois-six

Le trois-six conserve à peu de choses près les cours de samedi.

Dispon. et cour. 55 fr. 25. — Mars et avril, 57 fr. 50. — 4 de mai, 60 fr.

Sucre

Tendance à la baisse.

88° saccharimétriques, 68 fr. 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 77 fr. 50 à 79 fr. 50. — Rafinés, suivant mérite, 150 fr. à 168 fr.

Insensibilisateur Duchesne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

L'administrateur gérant : LOUIS GAL.

Les DENTS, 1 v. pr. 3 f. Opérations et pièces dentaires insensibles. D^{rs} MARCUS et HERMAN ADLER, membres du corps médical, rue Meyerbeer, 4.

Insensibilisateur Duchesne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

ÉTUDE de M^{re} J. PÉREZ, avoué à Paris, 3, rue Rossini.

VENTE au palais de justice, à Paris, le mercredi 21 février 1872, à deux heures, en l'audience de la chambre des appels de citation, par M^{re} PÉREZ, avoué, d'un terrain, 3, rue Rossini, 3, d'une superficie de 1,200 mètres, pourront seuls être réunis.

1^{re} MAISON A PARIS 12

Revenu brut : 48,405 fr. — Mise à prix : 500,000 fr.

2^{re} MAISON A PARIS 19

Revenu brut : 21,835 fr. — Mise à prix : 300,000 fr.

3^{re} MAISON A PARIS 4

Revenu brut : 5,095 fr. — Mise à prix : 38,380 fr.

4^{re} MAISON A PARIS 5

Revenu brut : 3,365 fr. — Mise à prix : 32,500 fr.

5^{re} MAISON A PARIS 7

Revenu brut : 3,582 fr. — Mise à prix : 22,300 fr.

6^{re} MAISON A PARIS 9

Revenu brut : 5,122 fr. — Mise à prix : 38,500 fr.

7^{re} MAISON A PARIS 26

Revenu brut : 5,122 fr. — Mise à prix : 38,500 fr.

8^{re} HOTEL A PARIS 10

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

9^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

10^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

11^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

12^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

13^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

14^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

15^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

16^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

17^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

18^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

19^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

20^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

21^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

22^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

23^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

24^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

A L'ENCHÈRE, même sur une enchère, en la ch.

des notaires de Paris, le mardi 27 février 1872, d'une MAISON QUAI BOURBON, 3 (de Saint-Jacques), 3,400 fr. — Mise à prix : 35,000 fr.

Sad. aux notaires, M^{re} Gouin, quai Voltaire, 23, et M^{re} BONNET, Fg-Poissonnière, 7, de l'enchère.

Étude de M^{re} Victor HERVEL, avoué à Paris, 8, rue d'Alger, 9, successeur de M^{re} René Gouin.

VENTE au palais de justice, à Paris, le samedi 17 février 1872.

1^{re} MAISON A PARIS 16

Revenu brut : 21,835 fr. — Mise à prix : 300,000 fr.

2^{re} MAISON A PARIS 19

Revenu brut : 21,835 fr. — Mise à prix : 300,000 fr.

3^{re} MAISON A PARIS 4

Revenu brut : 5,095 fr. — Mise à prix : 38,380 fr.

4^{re} MAISON A PARIS 5

Revenu brut : 3,365 fr. — Mise à prix : 32,500 fr.

5^{re} MAISON A PARIS 7

Revenu brut : 3,582 fr. — Mise à prix : 22,300 fr.

6^{re} MAISON A PARIS 9

Revenu brut : 5,122 fr. — Mise à prix : 38,500 fr.

7^{re} MAISON A PARIS 26

Revenu brut : 5,122 fr. — Mise à prix : 38,500 fr.

8^{re} HOTEL A PARIS 10

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

9^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

10^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

11^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.

12^{re} MAISON A ROUEN 3

Revenu brut : 10,000 fr. — Mise à prix : 150,000 fr.